

*Marx et marxisme*, par André Piettre. Un vol., 5½ po. x 7½, broché, 234 pages. — Presses Universitaires de France, 1957

François-Albert Angers

Volume 34, Number 2, July–September 1958

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1000203ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1000203ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Angers, F.-A. (1958). Review of [*Marx et marxisme*, par André Piettre. Un vol., 5½ po. x 7½, broché, 234 pages. — Presses Universitaires de France, 1957]. *L'Actualité économique*, 34(2), 321–323. <https://doi.org/10.7202/1000203ar>

plus large compréhension de la solidarité: à eux de fournir aux pays sous-développés leur aide administrative, financière et technique; qu'ils agissent, ce faisant, guidés par le seul souci de répartir toujours plus avant la richesse et le bien-être, sans rechercher pour eux-mêmes des avantages économiques, stratégiques ou politiques. Que nous sommes loin de notre vieux modèle théorique de l'économie de marché et de son corrolaire concernant le commerce international!

De bons esprits se sont interrogés sur les conséquences d'une telle politique. Quelles incidences aura-t-elle sur les mœurs, les traditions, le régime politique et social des pays sous-développés. Sommes-nous en train d'exporter une révolution?

L'intitulé du dernier chapitre de l'ouvrage, «Le monde à la dérive», reflète les conclusions profondément pessimistes de l'auteur. Comment ne pas craindre que le monde ne s'achemine vers l'appauvrissement de la majorité des nations, déjà misérables, devant l'enrichissement d'une minorité déjà nantie? Ce contraste — sorte de confirmation sur le plan international de la prédiction marxiste — ne nous conduirait-il pas vers quelque forme de «catastrophe politique»? Le monde prendra-t-il conscience à temps de cette corrélation tragique: couleur et pauvreté? N'est-ce point là cette «grave interrogation de l'Homme Blanc» dont parle Lord John Boyd?

Néanmoins, l'auteur, nourri de rationalisme, optimiste dès lors par tempérament, refuse de se laisser abattre. L'homme est à même de maîtriser ses émotions, d'augmenter son savoir, de se laisser guider par la raison, mettant toujours ainsi son comportement en harmonie avec les faits extérieurs, et réalisant de la sorte ses idéaux.

D'aucuns peuvent douter de la création de cette *civitas mundi* dont Salvador de Madariaga nous fournit par avance une image (page 321).

La tâche peut paraître ambitieuse, démesurée; l'issue, douteuse. Myrdal nous indique un chemin: il est certainement impossible de ne pas nous y engager.

Antoine-Élie Immarigeon

**Marx et marxisme**, par ANDRÉ PIETTRE. Un vol., 5½ po. × 7½, broché, 234 pages. — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 1957.

Nous avons déjà écrit dans ces pages (janvier-mars 1957) que les deux essais sur le marxisme de Jean Marchal constituaient, pour un catholique désireux d'aborder la pensée de Marx dans un honnête effort de compréhension, une excellente œuvre d'introduction. Le présent ouvrage d'André Piettre, également écrit par un catholique, se présente comme l'ouvrage complémentaire à rechercher en vue d'une étude plus approfondie.

La différence entre les deux ouvrages en est d'ailleurs plus une de présentation que de pondération. En fait, le texte d'André Piettre n'est pas tellement plus long que celui de Jean Marchal, puisqu'il ne couvre en fait que 143 des 234 pages de l'ouvrage, le reste étant consacré à une série de textes caractéristiques de la pensée marxiste non seulement chez Marx, mais chez ses successeurs. Mais alors que Jean Marchal se propose simplement une démarche personnelle de compréhension, André Piettre vise à présenter une véritable étude systématique.

On saurait difficilement faire plus juste et plus clair, dans autant de concision et de précision.

L'exposé de M. Piettre est d'autant meilleur qu'il évite une erreur assez généralement accréditée dans bien des milieux, et en particulier dans le nôtre: celle de réduire Marx au *Capital*, et de voir dans le marxisme essentiellement un système économique, qui ne se serait que plus tard fait une philosophie. Un peu comme le capitalisme, quoi! De sorte qu'économie marxiste et philosophie marxiste seraient des choses assez facilement dissociables! Dans une première partie de l'ouvrage, l'auteur revient donc aux ouvrages philosophiques de Marx, dont *Le Capital* n'a été qu'une sorte de couronnement politique, pour montrer la filiation de sa pensée, et son dessein véritable. Si sommaire qu'elle soit nécessairement, cette partie méritera d'être lue très attentivement chez nous, car elle fait voir clairement ce qui distingue une pensée marxiste d'une pensée non marxiste, et notamment d'une pensée catholique ou chrétienne. C'est, en effet, dans l'ignorance de l'origine de leurs idées, que tant de jeunes, et parfois de moins jeunes, s'indignent d'être qualifiés de marxistes parce qu'ils se font les propagandistes de telle ou telle idée, qui leur paraît orthodoxe parce qu'ils ne savent pas d'où elle vient et qu'elle s'harmonise avec leurs sentiments.

Cette première partie est suivie de deux autres, qui se développent selon un plan d'une logique rigoureuse et lumineuse. D'abord la moins originale, si l'on peut dire, parce qu'on en trouve facilement l'équivalent (quoique pas toujours aussi clairement et simplement formulée) dans la plupart des ouvrages sur le marxisme: l'étude en quelque sorte du *Capital* et des conceptions économiques de Marx. Elle se distingue toutefois par une présentation en deux chapitres qui sépare nettement, dans la ligne du vocabulaire économique contemporain, les aspects statiques et les aspects dynamiques de la théorie économique marxiste.

La troisième et dernière partie est la plus neuve en soi, et la plus aguichante aussi pour le lecteur curieux. Elle envisage le problème de la révolution marxiste: révolution prophétisée (premier chapitre) et révolution réalisée (deuxième chapitre). À cause des jugements de faits que l'auteur doit porter sur les réalisations marxistes, elle sera aussi, j'imagine, la plus discutable, même si l'auteur s'en tient à des constatations d'un ordre suffisamment général et élevé, par rapport à la théorie elle-même, pour que son exposé soit difficilement contestable. Au deuxième chapitre, les trente-quatre dernières pages sont réservées à une analyse, en deux articles, de l'économie et de la société soviétique.

D'une façon générale, on peut dire que l'auteur s'abstient de tout jugement, se contentant en somme d'exposer des faits, en toute sérénité et objectivité, jusqu'à la conclusion qui, sous le titre «Le paradoxe du marxisme», envisage en deux temps, d'une part la puissance, et d'autre part les failles du marxisme. L'auteur s'en tient d'ailleurs alors à la faille fondamentale: celle qui tient au caractère philosophique profond du marxisme. Rappelant alors que toute la pensée marxiste a fait de l'économique non pas le centre, mais le point de départ ou d'appui de toute l'histoire, et qu'elle s'y est intéressée, au plan de l'action, comme à la clef de voûte de tout le système dit de l'aliénation politique, religieuse, etc., il

résume la faillite du marxisme en ce qu'il aboutit tout simplement à une nouvelle aliénation technique, économique, politique et spirituelle.

Si l'on ajoute à tout cela les pages de textes essentiels, on peut voir que cet ouvrage de 234 pages, dont 143 d'analyse, a toute l'ampleur d'une sorte de somme sur le marxisme. C'est donc quasi une gageure que l'auteur s'était proposée là. Le plus extraordinaire est sans aucun doute qu'il l'ait tenue. Et certes, ne faut-il pas demander à l'œuvre plus qu'elle ne peut donner, vu sa dimension, c'est-à-dire une compréhension profonde du marxisme; mais quiconque est quelque peu familier avec les classiques de ce système de pensée ne pourra manquer d'être étonné de tout ce que M. Piettre a réussi à mettre dans un volume aussi réduit. Aussi son livre peut-il servir comme une sorte de bréviaire à ceux qui veulent se rafraîchir la mémoire sur un sujet déjà maîtrisé; alors qu'il ne peut manquer par ailleurs d'être très précieux, soit à ceux qui veulent rapidement voir de quoi il retourne dans cette affaire, soit à ceux qui se proposent d'aborder le marxisme et désirent tout d'abord prendre une vue d'ensemble du terrain.

François-Albert Angers

**Private Credit and Public Debt**, par ANATOL MURAD. Un vol., 6 po. × 9¼, relié, 195 pages. — PUBLIC AFFAIRS PRESS, 2162, avenue Florida, Washington 8, D.C., 1954. (\$3.75).

Au cours des quarante dernières années, la dette publique des États-Unis, suivant en cela la tendance universelle, s'est accrue d'une façon vertigineuse, passant de 1,150 millions de dollars en 1919 à 275,000 millions à la fin de 1953. L'explication des deux grandes guerres vient immédiatement à l'esprit, mais il ne faut pas oublier qu'entre les deux conflits la dette s'est accumulée à un rythme que d'aucuns croient dangereux. En effet, en 1940, lors du lancement du programme de défense, la dette était près de deux fois ce qu'elle était en 1919. Ainsi, s'il ne fait pas de doute que les guerres ont contribué à l'augmentation, elles n'en expliquent pas à elles seules le mouvement général de croissance.

Le but principal de cet ouvrage est d'expliquer le sens de cette progression alarmante de la dette publique des pays capitalistes et de découvrir les raisons de cette situation embarrassante qui contredit si violemment la notion traditionnelle de sens commun en matière de finance publique. L'auteur projette sa démonstration sur un fond de tableau représentant le système de crédit dans ses grandes lignes. Au terme de cette étude préliminaire qui a montré le système de crédit et les phénomènes qu'il engendre centrés sur la pratique de l'échange indirect, c'est-à-dire effectué par l'intermédiaire de la monnaie, il y a déjà moyen de tirer des conclusions et de dissiper quelques idées fausses touchant la dette publique. Cependant il faut aller plus avant pour découvrir les réponses aux principales questions. En effet, jusqu'ici, rien ne permet d'établir si ce rapide mouvement ascendant est purement accidentel, s'il provient de ce que l'on s'est écarté des principes de saine finance publique ou s'il est commandé par des impératifs économiques.

Aussi longtemps que le crédit repose exclusivement sur l'échange, il ne semble renfermer en lui-même aucun élément de transformation et tout changement de